

Édition 2015

LES JOURNÉES NATIONALES
d'Action contre l'illettrisme
du 8 au 13 septembre 2015

“
Agir ensemble
contre
l'illettrisme
”

UNE DÉMARCHE COORDONNÉE PAR L'AGENCE NATIONALE DE LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME

Contexte	
Illettrisme... quelques définitions	
1ères journées nationales d'action contre l'illettrisme	
Le label « Agir ensemble contre l'illettrisme »	
Programme de la semaine	
Les acteurs institutionnels de la lutte contre l'illettrisme	
Les partenaires	
Contacts	

Aujourd'hui en France, 2 500 000 personnes, soit 7 % de la population âgée de 18 à 65 ans, ne maîtrisent pas les compétences de base nécessaires en lecture, écriture et calcul pour être autonomes dans des situations simples de leur vie quotidienne, après avoir été scolarisées : écrire un message, lire le carnet scolaire de leurs enfants, comprendre une notice de médicament, une consigne de travail ou de sécurité, utiliser un distributeur automatique de billets, lire un plan, faire un calcul... autant d'actes simples du quotidien qui sont pour elles synonymes de gêne.

Ces personnes ont en commun de cacher leurs difficultés, de ne pas oser dire qu'elles ne savent pas lire ou écrire alors qu'elles ont été scolarisées. Et pourtant, il est possible de réapprendre quel que soit son âge.

Les Journées Nationales d'Action contre l'illettrisme du 8 au 13 septembre 2015 ont été initiées par l'ANLCI pour :

- Susciter une prise de conscience sur l'illettrisme, phénomène invisible mais présent partout.
- Montrer que l'on peut sortir de l'illettrisme et que l'on peut, à tout âge, retrouver le goût des mots, se les réapproprier, les partager et ne plus ressentir la honte d'être tenu à l'écart des codes de l'écrit dans une société comme la nôtre où ils sont omniprésents.

Donner à voir, à travers des manifestations de proximité, portes ouvertes, débats, rencontres, témoignages, que des actions nombreuses existent pour donner accès à tous à la lecture, à l'écriture, au calcul.

Extrait du Rapport OCDE 2015 sur la situation économique de la France :

« Les opérations de sensibilisation conduites par les acteurs avec le support de l'ANLCI permettent de lutter contre la stigmatisation des personnes peu qualifiées et de les aider à prendre conscience de leurs difficultés ».

En 2014, les 1^{res} Journées Nationales d'Action contre l'illettrisme se sont traduites par :

161
MANIFESTATIONS LOCALES

DANS
23
RÉGIONS

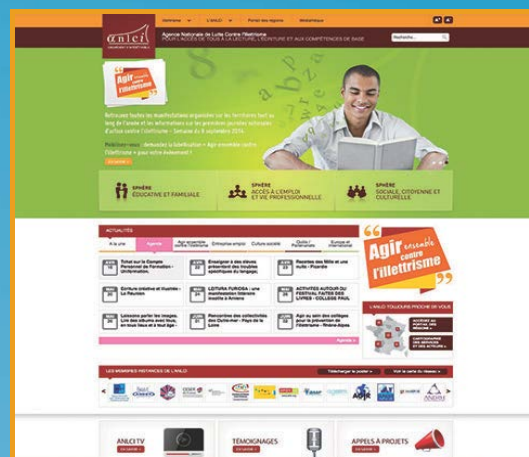
MOBILISANT PLUS DE
3 900
PARTICIPANTS

Une dynamique nationale, des manifestations locales sous une bannière unique « Agir ensemble contre l'illettrisme ».

Les manifestations labellisées « Agir ensemble contre l'illettrisme » ont pour but de donner une information simple sur l'illettrisme et sur le quotidien des personnes qui y sont confrontées. Elles s'attachent à valoriser les solutions qui existent en mobilisant les médias, en facilitant les rencontres entre les acteurs, les personnes concernées, le grand public, etc.

Les partenaires des Journées Nationales d'Action contre l'illettrisme :

Tous les acteurs locaux engagés dans la prévention et la lutte contre l'illettrisme se mobilisent pour redonner confiance aux personnes concernées, leur adresser un message positif affirmant que l'on peut renouer avec la lecture et l'écriture quel que soit son âge, et leur permettre de prendre un nouveau départ.



Retrouvez le programme des opérations labellisées proches de chez vous sur www.anlci.gouv.fr, la page facebook « Agir ensemble contre l'illettrisme », la lettre « e-lci »...

Informations ANLCI
Tél. 04 37 37 16 80



Agir ensemble
contre l'illettrisme

Une mobilisation en écho à la journée internationale de l'alphabétisation de l'UNESCO chaque 8 septembre.

Au niveau de la Martinique, l'enquête IVQ (Information Vie Quotidienne)¹ menée par l'Insee en 2008 a estimé à **14%** la part de la population martiniquaise en difficulté grave ou forte à l'écrit.

Selon cette enquête, l'illettrisme touche toutes les couches de la population:

- Les hommes sont plus souvent en difficulté que les femmes : **21%** contre **19%** pour les femmes.
- **32 %** des demandeurs d'emploi sont en difficulté face à l'écrit.
- **15 %** des personnes qui travaillent sont en difficulté face à l'écrit, **10 %** en situation d'illettrisme.
- **22,5 %** sont des ouvriers, **19 %** des artisans, **14 %** des agriculteurs.

15,8 % des jeunes sont repérés en 2013, comme étant en situation d'illettrisme, la moyenne nationale étant de 4,8 % (Journées Défense et Citoyenneté).

L'enquête IVQ de l'Insee Martinique couvre d'autres domaines que celui de la lecture, comme la production écrite, la compréhension orale et le calcul.

Elle montre que les personnes qui rencontrent des difficultés de lecture ne sont pas tout à fait les mêmes que celles ayant des problèmes de compréhension orale ou des difficultés en calcul. Il existe des difficultés spécifiques au domaine de l'écrit.

Elle révèle aussi que la Martinique se caractérise par une forte proportion de personnes non diplômées, même si désormais le retard éducatif se comble.

Selon cette enquête, le phénomène d'illettrisme concerne d'abord :

- les plus âgés,
- les demandeurs d'emploi (notamment de longue durée)
- ainsi qu'une partie importante des habitants du Nord de la Martinique.

L'illettrisme est un problème encore trop souvent sous-estimé parce qu'invisible et encore trop souvent tabou parce qu'il n'est pas facile d'en parler avec les personnes concernées. Il est synonyme de gêne, de dépendance et parfois de honte. Pourtant des solutions existent et il est possible de réapprendre quel que soit son âge.

Une étape très importante a été franchie en 2013 lorsque la lutte contre l'illettrisme a été déclarée Grande cause nationale par le Premier ministre. Cela a permis de parler d'illettrisme sans honte et de créer une dynamique collective par le biais d'une campagne nationale de sensibilisation conduite auprès de différents médias (TV, presse écrite, radio).

Les décideurs et les acteurs concernés par ce problème se sont retrouvés lors des Assises régionales et nationales pour que l'action se hisse à la hauteur des besoins. Fin 2013, l'Etat,

¹ Cette enquête a été reconduite en 2014 et les résultats seront disponibles pour le 2nd semestre 2015.

les Régions, les partenaires sociaux et les chambres consulaires ont fait cause commune puisqu'ils ont fixé, ensemble, quatre grandes priorités stratégiques pour que l'illettrisme poursuive son recul d'ici 2018.

Les partenaires de la société civile engagés dans la mobilisation Grande cause 2013 ont souhaité que cette dynamique se poursuive en 2014 en renforçant leur coopération et en organisant **les 1ères journées nationales d'action contre l'illettrisme du 8 au 12 septembre 2014** avec le triple objectif d'amplifier la prise de conscience sur ce phénomène, de valoriser les solutions concrètes et d'en installer de nouvelles.

Les 1ères journées nationales d'action contre l'illettrisme, coordonnées par l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI), recensent plus d'une centaine de manifestations labellisées (portes ouvertes, ateliers, débats, marches contre l'illettrisme, conférences,...) et déployées dans toutes les régions de France afin de transmettre une meilleure information sur l'illettrisme et sur les solutions locales qui existent.

Illettrisme...quelques définitions

Pour agir efficacement il faut savoir tout d'abord de quoi on parle, de qui on parle et se mettre d'accord sur les mots.

Pour bien comprendre la réalité des personnes concernées par l'illettrisme et leur apporter les solutions appropriées, il est indispensable d'appréhender les différentes situations grâce à des définitions simples et claires pour cesser de confondre illettrisme, analphabétisme et situation d'apprentissage du français comme langue étrangère.

Illettrisme

On parle d'illettrisme pour des personnes qui, après avoir été scolarisées en France, n'ont pas acquis une maîtrise suffisante de la lecture, de l'écriture, du calcul, des compétences de base, pour être autonomes dans les situations simples de la vie courante. Il s'agit pour elles de réapprendre, de renouer avec la culture de l'écrit, avec les formations de base, dans le cadre de la politique de lutte contre l'illettrisme.

Analphabétisme

On parle d'analphabétisme pour désigner des personnes qui n'ont jamais été scolarisées. Il s'agit pour elles d'entrer dans un premier niveau d'apprentissage.

Français Langue Etrangère (FLE)

Pour les nouveaux arrivants en France qui ne parlent pas la langue, on parle de FLE. Il s'agit pour eux d'apprendre la langue du pays où ils résident.

Ces mots définissent donc des situations bien différentes.

Enjeux

Les 1ères journées d'action contre l'illettrisme viennent témoigner de la volonté commune des partenaires et acteurs de la lutte contre l'illettrisme de mieux informer les personnes concernées sur les solutions effectives et les structures référentes qui leur permettent de faire le premier pas et d'être accompagnées dans leur processus d'acquisition des savoirs de base (lire, écrire, compter).

Objectifs

- 1.** Amplifier la prise de conscience sur ce phénomène
- 2.** Valoriser les solutions concrètes et en installer de nouvelles
- 3.** Encourager les initiatives qui concourent à donner une meilleure information sur l'illettrisme et sur les solutions qui existent.

Le Centre Ressources Illettrisme de Martinique, porté par l'AGEFMA, profite de cette semaine pour communiquer sur le numéro vert d'information dédié à la lutte contre l'illettrisme et mis à la disposition des martiniquais afin de poursuivre le travail de sensibilisation



LE LABEL

En Martinique, des initiatives sont prises en faveur de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme. Elles sont mises en place par des associations, des structures, des institutions et des entreprises et ne sont pas toujours connues du grand public. Les journées d'action contre l'illettrisme sont une occasion pour mettre en lumière toutes ces initiatives.

Quelles actions peuvent être labellisées ?

L'attribution du label « Agir ensemble contre l'illettrisme » est accordé par l'ANLCI (Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme) et peut concerner une manifestation, une opération, un temps fort qui peut prendre de multiples formes -conférences, portes ouvertes d'une structure, projections de courts métrages, de films, débats organisés par une association, présentation d'une production, ...,- et qui propose un espace, une intervention, un stand, une mise en lumière sous une forme ou une autre de la prévention et de la lutte contre l'illettrisme.

On peut également proposer des informations, des ressources, des présentations d'initiatives ou de donner la parole aux acteurs et/ou aux personnes concernées par l'illettrisme.

PROGRAMME DES ACTIONS LABELLISEES EN MARTINIQUE

*** Informations provisoires ***

N°	Date	Action	Contenu	Contact - Organisateur
1	Semaine du 8 au 12	Sessions de sensibilisation à la lutte contre l'illettrisme	1. Illettrisme : de quoi parle-t-on ? 2. Pourquoi s'intéresser à la maîtrise des savoirs de base ? 3. Les solutions Le PRPLCI Les compétences clés	CENTRE RESSOURCES ILLETTRISME Mme JEROME Céline Tél. 0596 71 21 86 celine.jerome@agefma.fr
2	Mardi 8	Projet d'animation en direction des enfants	Formalisation en cours	CLUB SOROPTIMIST DE TRINITE & SAINT-PIERRE Tél. 0596 69 06 81 Mme GRANDIN Liliane l.grandin_nossin@only.fr
3	Mercredi 9	Forum « Tous unis contre l'illettrisme »	Présentation des activités de la structure depuis 5 ans et sensibilisation des visiteurs sur la problématique de l'illettrisme dans la vie quotidienne	MAISON DUCOSSAISE DU SAVOIR - MDS Mme LE VOUREC'H Christiane Mme JOSEPH Sylvia Tél. 0596 60 22 58 mds.illettrisme@gmail.com
4	Jeudi 10	Atelier de sensibilisation	Campagne de recrutement des apprentis à Sainte-Luce et information du public sur l'illettrisme et les prises en charge possibles pour les jeunes en difficulté au sein du dispositif de l'apprentissage	CFA URMA Mme CHARPENTIER-TITY Guylène g.charpentier@cma-martinique.com Mme BOISNOIR Stéphanie s.boisnoir@cma-martinique.com Tél. 0596 68 09 14
5	Vendredi 11	Se mobiliser pour vaincre l'illettrisme	Table ronde à l'attention des professionnels de la prescription et de la formation autour de la prise en charge des jeunes et adultes confrontés à l'illettrisme dans le cadre de leur insertion professionnelle	IFNA Mme DE LAFARGUE Gisèle lnfa972@orange.fr M. LAVIOLETTE Bruno ifnasecretariat@orange.fr Tél. 0596 65 18 36
6	Samedi 12	Ateliers d'écriture	Formalisation en cours	Le Labo des histoires et le RSMA Mme AGNOLY Rosita Tél. 0696 70 69 00 rosita@labodeshistoires.com M. SOUVESTRE Rémy Tél. 0596 42 28 13

LES ACTEURS INSTITUTIONNELS DE LA LUTTE CONTRE L'ILLETTRISME



➤ AU NIVEAU NATIONAL

- **L'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme**

Créée en octobre 2000 sous forme de Groupement d'Intérêt Public, l'ANLCI est un espace de mobilisation et de travail où tous ceux qui agissent et peuvent agir au niveau institutionnel et sur le terrain se retrouvent pour prévenir et lutter contre l'illettrisme. C'est un vaste réseau de partenaires qui travaillent ensemble.

Son rôle est de fédérer et d'optimiser les énergies, les actions et les moyens de tous ces décideurs et acteurs pour accroître la visibilité et l'efficacité de leur engagement.

Mesurer : L'ANLCI est chargée de promouvoir, tant au niveau national, territorial, que local, toutes les actions concourant à mesurer, prévenir et agir contre l'illettrisme et à favoriser l'accès de tous à la lecture, à l'écriture et aux compétences de base.

Organiser : Elle favorise la fédération et l'optimisation des moyens mobilisés par l'État, les collectivités territoriales, les entreprises et la société civile dans la lutte contre l'illettrisme.

Outils : Elle accompagne et aide les acteurs qui réalisent des actions de prévention et de lutte contre l'illettrisme à se professionnaliser et à développer leurs compétences, pour améliorer la qualité et l'efficacité des services proposés aux personnes concernées.

ANLCI

1, place de l'École – BP 7082

69 348 LYON CEDEX

Tél. : 04 37 37 16 80 – Fax : 04 37 37 16 81

➤ AU NIVEAU REGIONAL



- **La Préfecture,**
- **La Mission régionale de Lutte contre l'Illettrisme,**
- **La Région Martinique,**
- **le Centre Ressources Illettrisme Martinique**

La lutte contre l'illettrisme s'appuie sur un cadre législatif et institutionnel étendu:

- **La loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions** érige la lutte contre l'illettrisme en priorité nationale avec inscription au Code du Travail (article 24 de la loi).
- **La création, en 2000, de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme qui a succédé au Groupe Permanent de Lutte contre l'Illettrisme.** Elle a pour but de fédérer et d'optimiser les moyens de l'Etat, des collectivités territoriales, des entreprises et de la société civile pour prévenir et résorber l'illettrisme, d'animer et coordonner sa mise en œuvre
- **La Loi du 5 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie.** Elle a créé le Droit Individuel à la Formation (DIF) et mis en place les périodes de professionnalisation au profit des salariés qui ne maîtrisent pas les compétences de base. Ces dispositifs sont venus compléter les actions de formation de base inscrites dans les plans de formation des entreprises.
- **La Loi de mars 2006, pour l'égalité des chances et la création de l'Agence pour la Cohésion Sociale et l'Égalité.** Cette agence devait mettre en place, entre autres missions, des actions en direction des publics rencontrant des difficultés d'insertion sociale ou professionnelle sur l'ensemble du territoire national, et devait concourir à la lutte contre l'illettrisme.
- **Le Relevé de décision du Conseil interministériel de l'Outre-mer en date du 6 novembre 2009 - Atelier 7 : Egalité des chances – Promotion de la diversité – Insertion des jeunes.** On y retrouve la nomination d'un sous-préfet à la Cohésion sociale et à la jeunesse chargé de la coordination des acteurs qui œuvrent en faveur des jeunes et qui a pour mission de rendre plus efficaces les politiques publiques dédiées à la lutte contre l'illettrisme, l'insertion sociale et l'égalité des chances.

Cette mission a permis l'élaboration d'un Plan d'action pour la prévention et la lutte contre l'illettrisme comprenant trois axes :

- Diagnostic et gouvernance ;
- Prévention pour tous les publics ;
- Mesures spécifiques en direction des jeunes et des adultes.

L'objectif de ce plan de réduire de moitié en cinq ans l'écart entre la métropole et l'outre-mer, ce qui représente un taux de à atteindre de 11,5 %.

- **La circulaire DGEFP N°2008/01 du 3 janvier 2008** a permis de définir des orientations en faveur l'accès aux compétences clés pour une insertion durable dans l'emploi des personnes en difficulté avec les savoirs de base. Ce programme piloté par la DIECCTE Martinique s'adressait prioritairement aux personnes de premiers niveaux de qualification ne maîtrisant pas le socle des compétences clés et souhaitant concrétiser un projet d'insertion dans l'emploi.
- **La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a engagé ce qu'il a été convenu d'appeler « l'Acte III » de la décentralisation.** Elle vient modifier le dispositif de formation professionnelle tout en renforçant les prérogatives de la Région au niveau de la prise en charge des publics. Elle précise que « **la Région a la responsabilité de garantir l'accès de toute personne à la formation professionnelle et qu'elle est compétente vis-à-vis de tous les publics, y compris ceux relevant jusque-là de la compétence de l'Etat** ». Il s'agit donc des publics en situation d'illettrisme, des détenus, des personnes handicapées et des français établis hors de France.

La Mission régionale de Lutte contre l'Illettrisme

Un chargé de mission régional, nommé conjointement par le Préfet de Région et l'ANLCl, avait pour mission première de mettre en œuvre les décisions du Comité de pilotage et d'assurer l'interface entre ce Comité et les instances techniques créées pour les besoins d'élaboration, d'animation et de mise en œuvre du plan régional.

Conformément à la circulaire du Premier Ministre du 20 juin 2001, les missions du chargé de mission sont les suivantes :

- **Impulser, animer et coordonner les actions** et initiatives des acteurs en déclinaison des orientations définies par le plan régional de prévention et lutte contre l'illettrisme ;
- **être l'interlocuteur des services** déconcentrés de l'état, des collectivités, et des établissements publics impliqués dans la lutte contre l'illettrisme ;
- **Appuyer**, en lien avec le comité technique, les travaux du comité de pilotage et **mettre en œuvre** ses décisions ;
- **Préparer, piloter et animer** le comité technique et les commissions thématiques ;
- **Coordonner l'offre d'appui** aux acteurs sur les territoires ;
- **Coordonner l'ingénierie** de suivi et d'évaluation du plan régional de lutte contre l'illettrisme ;
- **Coordonner l'information et la communication** sur le plan régional.

La Région Martinique

Dans le cadre des nouvelles compétences conférées aux Régions par la loi du 5 mars 2014 «Formation Professionnelle, emploi et démocratie sociale», la collectivité régionale devra mettre en place, avec l'appui technique du Centre Ressources Illettrisme de Martinique, de nouvelles compétences ; notamment, les formations relatives au socle de connaissances et de compétences pour les personnes à la recherche d'un emploi.

Le Centre Ressources Illettrisme Martinique



Le Centre Ressources Illettrisme est **un espace d'animation**.

- Il a pour mission principale l'appui pédagogique et technique à tout acteur de la Lutte contre l'illettrisme.
- Il veille à garantir l'accès du public à l'information en matière de lutte contre l'illettrisme.
- Il diffuse et met à disposition l'information, promeut les actions, les organismes intervenant dans ce domaine, les dispositifs ainsi que les ressources documentaires et pédagogiques disponibles.
- Il contribue à la professionnalisation des acteurs en relation avec les personnes en situation d'illettrisme.

Centre Ressources Illettrisme (CRI)

AGEFMA – Immeuble Foyal 2000

Place Lafcadio Hearn – Rue du Gouverneur Ponton

97200 FORT-DE-FRANCE

Tél. : 0596 71 11 02